

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES , le 1er avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**POMPEI SARL**

TREKOUET  
35290 MUEL

Références : 55-2872

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement POMPEI SARL implanté à TREKOUET 35290 MUEL. L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait lieu dans un contexte de signalement de plainte par l'OFB, qui avait observé des dépôts de matières en suspension, dans le lit du cours d'eau du Comper.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POMPEI SARL
- TREKOUET 35290 MUEL
- Code AIOT dans GUN : 0005502872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement inspecté est une carrière à ciel ouvert de schistes pourpres.

**Le thème de visite retenu est le traitement des eaux issues de la carrière et rejetées au milieu naturel.**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les eaux de la carrière sont bien collectées et traitées avant rejet au milieu naturel, mais leur traitement est à améliorer, car des dépôts de matières en suspension sont visibles dans le fond du lit du cours d'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accueil déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 7.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 2	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.3	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et le rejet des eaux d'exhaure et pluviales fait l'objet d'un suivi régulier par l'exploitant. Le traitement doit cependant être amélioré.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Caractéristiques de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Profondeur et production autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> La profondeur des excavations ne dépassera pas 35 m. La cote limite en profondeur est fixée à 80 m NGF. La production annuelle moyenne sera de 30 000 tonnes et la production maximale annuelle autorisée de 60 000 tonnes.
<b>Constats :</b> Le plan de la carrière, consulté lors de l'inspection, datait du 14 janvier 2021. La cote la plus basse y était de 80 m NGF. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun approfondissement n'avait eu lieu depuis. La production déclarée sur GEREPE pour l'année 2020 est de 31300 tonnes, en-dessous de la production maximale autorisée. L'exploitant indiqué à l'inspection avoir extrait environ 25000 t en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux d'exhaure
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'exhaure seront pompées et évacuées vers les bassins de décantation prévus à l'article 9.2.1 suivant.
<b>Constats :</b> Les eaux d'exhaure sont pompées et évacuées vers les bassins de décantation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accueil déchets inertes extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, remblaiement
<b>Prescription contrôlée :</b> ... Les apports de matériaux extérieurs doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. ... 1) Dès l'entrée du site, un panneau définit clairement la liste des matériaux admis. ... 3) L'aire de déchargement a pour fonction de recevoir les matériaux afin de permettre le second contrôle du contenu des camions avec l'engin de poussage. Après contrôle, si la totalité du chargement n'est pas admissible, le camion est rechargé. Dans le cas où seule une fraction du chargement est admissible, les éléments jugés indésirables sont dirigés vers une benne à refus qui sera renvoyée par la suite vers la filière d'élimination appropriée. Cette aire est implantée à proximité de la zone de remblayage et est déplacée en fonction des besoins.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, le panneau avec la liste des déchets admissibles sur le site, pour le remblaiement de la carrière, n'a pas été vu. L'exploitant doit mettre en place un panneau avec la liste des déchets autorisés et/ou interdits. Lors de l'inspection, il a été constaté des déchets verts, des plastiques, du caoutchouc, dans les apports de déchets destinés à la remise en état du site, par remblayage. Ces déchets ne sont pas des déchets inertes et ne doivent pas être admis sur site. L'exploitant doit les refuser au moment du déchargement du camion ou bien, réaliser un tri des déchets non inertes et les stocker dans une benne dédiée aux refus. Les déchets ainsi collectés doivent être éliminés vers des filières adaptées et autorisées. L'exploitant transmettra sous 1 mois à l'inspection les justificatifs d'élimination des déchets non inertes identifiés lors de l'inspection et fera le point sur les mesures prises pour mieux contrôler ou mieux trier les déchets entrants.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des engins
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entretien de tous les engins de chantier est réalisé sur une aire étanche. S'il s'effectue en plein air, cette aire sera entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les liquides ainsi récupérés seront éliminés dans les conditions prévues à l'article 12 suivant. Le ravitaillement des engins de chantiers sur roues sera réalisé dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun entretien d'engin n'était réalisé sur le site de la carrière. Les engins sont envoyés sur le site de Mauron (56), exploité par la société POMPEI, pour être entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Circuit et rejets des eaux (VLE)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux collectées sur le site transitent par 4 bassins de décantation avant rejet au milieu naturel. Ce rejet est assuré indirectement dans le ruisseau de Comper, par passage des eaux décantées au travers d'une « digue filtrante ».... Le contrôle de la qualité des eaux du ruisseau de Comper à l'aval et à l'amont du rejet sera réalisé dans les conditions suivantes : • pH, Conductivité : une mesure mensuelle, • MES, DCO, Fe + Al : une mesure annuelle.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux de fond de carrière sont pompées et dirigées vers deux bassins de décantation, situés en partie haute de la carrière. Elles sont ensuite dirigées vers un troisième bassin, en partie basse de la carrière, avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Ce dernier bassin collecte également les eaux de voiries de la partie basse de la carrière, ainsi que les eaux de nettoyage d'une fosse accueillant un tapis de l'installation de traitement.</p> <p>Il apparaît que les bassins de décantation ne remplissent pas pleinement leur rôle. En effet, les deux premiers bassins, présents en haut de la carrière, permettent la décantation des eaux pompées en fond de carrière. Mais la pompe entre les deux bassins, remet en suspension les eaux du second bassin, venant fortement perturber la décantation des eaux.</p> <p>Ce deuxième bassin ne remplit donc pas pleinement son rôle.</p> <p>Le troisième et dernier bassin apparaît sous dimensionné pour traiter la décantation des eaux de ruissellement, en plus de la décantation des eaux de fond de carrière.</p> <p>Des dépôts de matières en suspension, en grande quantité, ont été observés lors de l'inspection.</p> <p>Des traces de ces mêmes matières en suspension, ont été constatées dans le fond du cours d'eau du Comper.</p> <p>De plus, les eaux ruissellement de la plate-forme produits finis ne sont pas collectées et rejoignent vraisemblablement, le cours d'eau sans avoir été décantées.</p> <p>Les stocks de produits finis sont à reculer de la rive du cours d'eau, car les eaux pluviales qui s'écoulent sur les stocks, se dirigent directement vers le Comper.</p> <p>Les analyses du cours d'eau sont réalisées par l'exploitant, aux fréquences imposées dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les valeurs mesurées pour les paramètres MES, DCO et pH, respectent les valeurs de l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié.</p> <p>L'exploitant remettra une étude technico-économique à l'inspection dans un délai de 3 mois à compter de la date de transmission du présent rapport, avec un descriptif des travaux nécessaires au traitement efficace de toutes les eaux pluviales de la carrière, accompagné d'un échéancier des travaux. La réalisation des travaux doit être effective dans un délai de 6 mois à compter de la date de transmission du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet